

Les applications pour suivre le Covid à la trace questionnent notre rapport à la cybersurveillance étatique.

«DÉPISTER, AVANT DE TRACER»

« GILLES LABARTHE

Numerique » «Pour ou contre» un système de traçage des personnes et de leurs déplacements, dans le cadre de la lutte contre la pandémie? A l'Institut de géographie de l'Université de Neuchâtel, le professeur Francisco Klauser a dirigé plusieurs programmes de recherche sur la problématique de la surveillance, des technologies dites «intelligentes», ou sur les implications du big data. Il souligne à quel point le débat actuel est polarisé, quitte à masquer la complexité des enjeux. Et invite à prendre le temps de bien réfléchir à la place de l'humain face à la technologie. Interview

Quand avez-vous commencé à étudier la surveillance?

Francisco Klauser: Mon intérêt pour la surveillance remonte à plus de 20 ans. Une de mes premières portes d'entrée dans ce domaine avait été d'étudier l'incidence de l'installation en Suisse de caméras de vidéosurveillance en milieu urbain. C'est un type de dispositif qui est relativement visible, physiquement présent, par rapport à d'autres technologies numériques: les gens peuvent voir qu'ils sont filmés. Quelles étaient les implications sociales, spatiales, par exemple en termes d'exclusion? Mes recherches ont ensuite porté sur les différents usages d'autres technologies plus spécifiques, comme les drones. Ou comme les smartphones, qui sont aujourd'hui un outil privilégié pour toutes sortes d'activités. Ils agissent comme des interfaces, aussi pour le contrôle de l'espace. Mais il faut éviter les débats trop polarisés, comme ceux auxquels on assiste aujourd'hui: en soi, ces technologies ne sont ni des «solutions miracle», ni des instruments de contrôle total pour l'Etat policier.

Le documentaire *Tous surveillés* (voir ci-contre) rappelle cependant que la cybersurveillance a atteint un niveau inégalé en Chine...

J'ai vu ce film... et je dois dire qu'au niveau des technologies utilisées, il ne montre rien de nouveau. Mais c'est une bonne chose qu'il existe. Il nous rappelle que toutes nos activités génèrent des données, et nous devons être sensibilisés à l'usage qui peut en être fait. Cela pose le débat de ce qui est acceptable. Nous devons définir ce que nous voulons comme genre de société. Et ce que nous ne voulons pas.



«La technologie seule ne va pas tout régler»

Francisco Klauser

A propos de risques, il y a une double tendance: d'un côté, avec le cumul de toutes les traces numériques laissées, la quantité de bases de données, et toutes les informations collectées, il faut rester attentifs au pouvoir que représente leur combinaison possible. De l'autre, qu'en est-il de l'automatisation de la surveillance? Les humains seuls ne parviennent plus à gérer une telle masse de données. Aujourd'hui, ce sont des algorithmes qui identifient des comportements à risque, effectuent le suivi et prévoient des réponses automatisées... c'est un autre problème, qui comporte également des risques d'erreur.

En Suisse aussi, nombre de spécialistes martèlent que le triptyque «tester, tracer, mettre en quarantaine» est LA solution pour combattre le Covid-19. A se demander

comment on faisait avant l'apparition du smartphone...

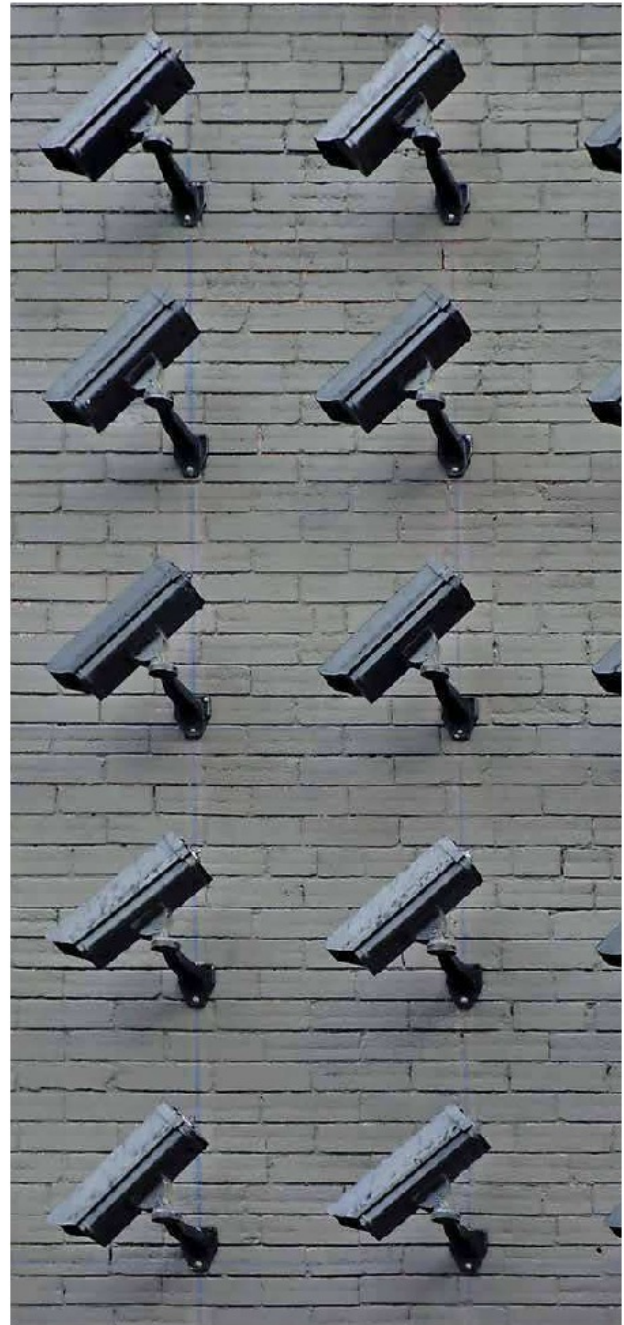
Il y a en effet plusieurs manières d'enrayer la propagation de la pandémie. On peut se confiner, isoler, mettre en quarantaine, mettre en place des barrières. C'est ce qui a été fait dans le passé. On peut aussi recourir à la technologie pour trouver des solutions qui permettent plus de flexibilité. C'est la logique actuelle, et elle est assez claire: contenir la pandémie de façon efficace, limiter les interactions avec les personnes contaminées, mais de manière flexible, plutôt que dans un système rigide: ouvrir les frontières, tout en garantissant un niveau suffisant de contrôle.

Aujourd'hui, tout le monde a un smartphone dans sa poche: les applications d'alerte développées en Suisse et en Europe utilisent donc cet outil pour tracer. Accepter de livrer nos données, c'est en somme le prix à payer en échange de notre liberté de mouvement. Et je pense qu'il y a une majorité de gens qui sont aujourd'hui prêts à payer ce prix, pour pouvoir sortir de chez eux ou retourner au travail. Par contre, je ne comprends pas que l'on parle de cette application comme de la «solution miracle», alors même que nous sommes très en retard sur les tests de dépistage. L'application ne sera efficace que si elle est alimentée de suffisamment de données pertinentes, sinon elle ne vaut rien. Nous devons prendre le temps de la réflexion, penser au-delà de l'application. La technologie seule ne va pas tout régler. Ces programmes sont conçus et alimentés par des humains. Ils dépendent des informations qui leur sont fournies, ne fonctionnent pas toujours correctement, font de plus en plus l'objet de tentatives de hacking... et donc, restent fragiles.

Ainsi des brèches subsistent, pour échapper à un maillage de plus en plus serré...

Pour les programmes de surveillance, il y a des différences extraordinaires selon les contextes.

Pour Francisco Klauser, «nous devons prendre le temps de la réflexion, penser au-delà de l'application».
Lianhao Qu



C'est une question de principe. Certains programmes se justifient suivant les situations: c'est le cas aujourd'hui. Après, même les programmes les plus sophistiqués restent fondamentalement limités. Certains ne cessent de tomber en panne. Les programmeurs peuvent se tromper, faire des erreurs... et cela se révèle moins efficace que ce qu'on aurait pu penser. Ce n'est donc pas une surveillance à la «Big Brother» tout-puissante: la réalité est beaucoup plus complexe et il reste des formes de contre-pouvoir. Le fait par exemple de filmer les actions de la police avec son téléphone portable montre qu'on peut aussi résister en s'appropriant ces technologies.

Mais d'un autre côté, qu'est-ce qui arrive après que de nouveaux instruments de surveillance ont été développés et installés pour répondre à un contexte exceptionnel? Nous devons nous poser la question. Car on le sait bien, une fois mis en place, ces nouveaux programmes ont tendance à rester.

Quelle est la situation suisse en matière de surveillance?

La Suisse n'est pas la Chine, ni une dictature, ni un pays fortement centralisé, comme la France ou la Grande-Bretagne, qui ont développé de vastes programmes informatiques axés sur l'accumulation des données personnelles. La surveillance policière reste

beaucoup plus modeste qu'ailleurs. En tant que pays décentralisé, la Suisse a des processus de décision qui peuvent relever du niveau cantonal, voire communal, et les décisions sont prises presque séparément. Nous avons quand même une tradition assez importante de protection de la sphère privée, comme d'autres pays, l'Allemagne par exemple. Et je dois dire que je suis personnellement très fier de la décision prise en Suisse, et par des responsables de l'EPFL-EPTF, de se distancier du projet de recherche européen et de préférer un mode de gestion décentralisé des données. Cela ne résoudra pas tout, mais cela va déjà dans le bon sens. »

» Lire aussi en pages 19